

UNITED FOR A JUST FUTURE

IndustriALL Global Union 3rd Congress
14-15 September 2021

Résolution d'urgence sur l'Indonésie

« Solidarité avec les affiliés indonésiens contre la législation répressive du travail »

La Loi Omnibus est particulièrement dangereuse pour l'avenir des travailleurs indonésiens et leurs familles, y compris les salariés de l'industrie métallurgique. En Indonésie, 56,4 millions de travailleurs formels (soit près de 80 millions de personnes en comptant leurs familles) seront ainsi privés de travail décent et de prestations sociales décentes.

Si le gouvernement indonésien et les employeurs parviennent à faire appliquer cette loi, des centaines de millions de travailleurs des pays en développement finiront également par en pâtir puisque leurs gouvernements chercheront à imposer une législation similaire à la Loi Omnibus appliquée en Indonésie.

Les aspects les plus notables de la loi sont les suivants :

1. Élimination du salaire minimum au niveau sectoriel (UMSK) et au niveau régional (UMK) ;
2. Utilisation excessive et expansion de l'emploi précaire, en particulier le recours à l'externalisation (intérim), privant les travailleurs de perspectives d'avenir ;
3. Modifications importantes des contrats d'emploi à durée déterminée, des modalités d'externalisation, de la durée du travail et de la procédure de licenciement ;
4. La valeur nominale de l'indemnité de départ est réduite ;
5. Les licenciements/mises à pied sont facilités dès lors que les négociations bipartites entre employeurs et travailleurs ne sont plus imposées ;
6. Les travailleuses en congé normal et de maternité ne touchent pas leur salaire ;
7. La durée de travail est abusive – la direction réglemeunte unilatéralement, sans négociation ;
8. Bas salaires, avec l'application d'une rémunération horaire qui n'atteindra que 60-70 % du salaire minimum.

Par conséquent, IndustriALL Global Union et ses affiliés à travers le monde appellent à :

- Soutenir une campagne internationale en envoyant des lettres de protestation exhortant le PRÉSIDENT, la MK (Cour constitutionnelle), la DPR RI (Chambre des représentants de la Rép. d'Indonésie) et les ambassades indonésiennes (KBRI), partout dans le monde, à annuler la Loi Omnibus n° 11/2020 ;

- Mener une campagne internationale sur les réseaux sociaux demandant l'annulation de la Loi Omnibus ;
- S'employer à identifier, aux côtés de la FSPMI et de l'ensemble des affiliés indonésiens, divers moyens et stratégies qui permettront de faire annuler la Loi Omnibus n° 11/2020.

